

## Conseil d'administration du 19 juin 2023

◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆

### DELIBERATION N° 2023/18

Extrait de la réunion du lundi 19 juin 2023 à 17 heures 30, organisée en présentiel et en visioconférence depuis la Maison de l'architecture et de l'environnement, 29 rue Charlemagne à Nîmes, sous la présidence de Monsieur Marc LARROQUE, président délégué.

Etaient présents et ont pris part au vote :

Marc LARROQUE, Président délégué

Pour le collège des Conseillers départementaux : **9 votants**

Dominique ANDRIEU-BONNET (suppléante siégeant avec voix délibérative), Carole BERGERI, Denis BOUAD (suppléant siégeant sans voix délibérative), Vincent BOUGET (en visioconférence), Cathy CHAULET (en visioconférence), Maryse GIANNACCINI, Frédéric GRAS (en visioconférence), Sylvie NICOLLE, Bruno PASCAL (en visioconférence)

Collège des Communes et EPCI : **11 votants**

Marie-Michèle ALVARO (en visioconférence), Régis BAYLE (en visioconférence), Geneviève BLANC (en visioconférence), Fabien CRUVEILLER (en visioconférence), Jean-Marc FRANCOIS (suppléant siégeant avec voix délibérative en visioconférence), Maryse GIANNACCINI, Nathalie LACOUSSE (en visioconférence), Juan MARTINEZ (en visioconférence), Jean-Michel PERRET (suppléant siégeant avec voix délibérative en visioconférence), Gilles TRINQUIER (suppléant siégeant avec voix délibérative en visioconférence), Alexandre VIGNE (suppléant siégeant avec voix délibérative en visioconférence)

Invités non-membres du conseil d'administration :

Personnel de l'agence technique départementale :

Monsieur Stéphane CARTOU, Directeur

Mesdames Nadège DOURIEZ et Valérie FUHRMANN, Monsieur Jean-Christophe BURGAT,

TELETRANSMISSION DES ACTES SOUMIS AU CONTROLE DE LEGALITE

N°2023/18



Séance du lundi 19 juin 2023

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L5511-1  
**Vu** les statuts de l'agence technique départementale du Gard, notamment les articles 15 et 16 relatifs au fonctionnement et aux pouvoirs du conseil d'administration,  
**Vu** la note de synthèse envoyée par courriel du 12 juin 2023 aux membres du conseil d'administration,

Le quorum de la moitié des membres étant atteint,

**IL EST DELIBERE :**

**Article 1 – Télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité, approbation de la convention de télétransmission et désignation d'un prestataire**

---

- D'approuver le principe de télétransmission des actes de l'ATD soumis au contrôle de légalité
- D'autoriser Monsieur le Président délégué à signer la convention avec l'Etat annexée à la présente délibération, et prendre tous actes y afférent.
- De mandater le Président pour procéder à la désignation d'un prestataire agréé selon les règles de la commande publique

Résultat du vote : 20 voix pour

A l'unanimité, adopté

**Article 2 – Voies et délais de recours**

---

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de son entrée en vigueur, d'un recours administratif auprès de Monsieur le Président délégué du Conseil d'administration de l'Agence Technique départementale du Gard, 29 Rue charlemagne, 30000 NIMES, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes, 16 Avenue Feuchères, 30000 NIMES.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télerecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ANNEXES :**

---

- Convention pour la télétransmission électronique des actes au représentant de l'Etat

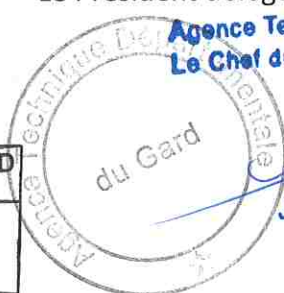
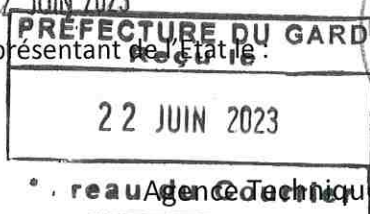
**POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME**

Le Président délégué du Conseil d'administration

Agence Technique Départementale du Gard  
Le Chef du service Juridique et Administratif

Acte rendu exécutoire compte tenu de :

- la publication le : 22 JUIN 2023
- l'affichage le :
- la transmission au représentant de l'Etat le :



Jean-Christophe BURGAT

CA 19/06/23

\* . reau Agence Technique Départementale du Gard

Délib. n°2023-18



Convention  
entre Madame la préfète du Gard  
et l'Agence Technique Départementale du Gard  
pour la transmission électronique des actes au  
représentant de l'État

V11



# CONVENTION

*ENTRE*

*LE REPRESENTANT DE L'ÉTAT*

*ET*

*L'AGENCE TECHNIQUE DÉPARTEMENTALE DU GARD*

*POUR LA TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DES ACTES AU  
REPRESENTANT DE L'ÉTAT*

## SOMMAIRE

|                                                                                                                                                                                                   |   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|
| PREAMBULE .....                                                                                                                                                                                   | 3 |
| 1) PARTIES PRENANTES A LA CONVENTION.....                                                                                                                                                         | 3 |
| 2) PARTENAIRES DU MINISTERE DE L'INTERIEUR .....                                                                                                                                                  | 4 |
| 2.1. L'opérateur de transmission et son dispositif.....                                                                                                                                           | 4 |
| 3) IDENTIFICATION DE LA COLLECTIVITE .....                                                                                                                                                        | 4 |
| 3.1. L'opérateur de mutualisation [ <i>facultatif - si nul, supprimer la présente partie</i> ] .....                                                                                              | 4 |
| 4) ENGAGEMENTS SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA TRANSMISSION ELECTRONIQUE .....                                                                                                                         | 4 |
| 4.1. Clauses nationales .....                                                                                                                                                                     | 4 |
| 4.1.1. Organisation des échanges.....                                                                                                                                                             | 4 |
| 4.1.2. Signature.....                                                                                                                                                                             | 5 |
| 4.1.3. Confidentialité .....                                                                                                                                                                      | 5 |
| 4.1.4. Interruptions programmées du service .....                                                                                                                                                 | 5 |
| 4.1.5. Suspension et interruption de la transmission électronique [ <i>collectivités non soumises à l'obligation de transmission par voie électronique en application de la loi NOTRe</i> ] ..... | 5 |
| 4.1.6. Preuve des échanges .....                                                                                                                                                                  | 6 |
| 4.2. Clauses locales .....                                                                                                                                                                        | 6 |
| 4.2.1. Classification des actes par matières .....                                                                                                                                                | 6 |
| 4.2.2. Support mutuel .....                                                                                                                                                                       | 6 |
| 4.3. Clauses relatives à la transmission électronique des documents budgétaires sur l'application Actes budgétaires .....                                                                         | 6 |
| 4.3.1. Transmission des documents budgétaires de l'exercice en cours.....                                                                                                                         | 6 |
| 4.3.2. Documents budgétaires concernés par la transmission électronique.....                                                                                                                      | 7 |
| 5) VALIDITE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION .....                                                                                                                                                | 7 |
| 5.1. Durée de validité de la convention.....                                                                                                                                                      | 7 |
| 5.2. Modification de la convention.....                                                                                                                                                           | 7 |
| 5.3. Résiliation de la convention [ <i>collectivités non soumises à l'obligation de transmission par voie électronique en application de la loi NOTRe</i> ].....                                  | 7 |

### 1) PREAMBULE

Vu la Constitution du 4 octobre 1958 et notamment son article 72 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;



Convention  
entre Madame la préfète du Gard  
et l'Agence Technique Départementale du Gard  
pour la transmission électronique des actes au  
représentant de l'État

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le décret n° 2016-146 du 11 février 2016 relatif aux modalités de publication et de transmission, par voie écrite et par voie électronique, des actes des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu le décret n°2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 26 octobre 2005 portant approbation d'un cahier des charges des dispositifs de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et fixant une procédure d'homologation de ces dispositifs ;

Vu l'arrêté du 23 mai 2017 portant approbation du nouveau cahier des charges des dispositifs de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et modifiant la procédure d'homologation ;

Convienient de ce qui suit.

**Article 1.** La présente convention a pour objet de fixer les modalités des échanges électroniques intervenant dans le cadre de l'obligation de transmission prévue à l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales pour les communes et les établissements publics locaux.

À cette fin, elle établit les engagements des parties visant à assurer l'intégrité des informations échangées ainsi que les modalités de ces échanges pour qu'ils soient substitués de plein droit aux modes d'échanges de droit commun.

## 2) PARTIES PRENANTES A LA CONVENTION

La présente convention est passée entre :

1) La préfecture du Gard représentée par la préfète, Madame Marie-Françoise Lecaillon, ci-après désignée : le « représentant de l'État ».

2) Et l'Agence Technique Départementale du Gard, représentée par son président délégué, Monsieur Marc Larroque, ci-après désignée : la « collectivité ». Pour les échanges effectués en application de la présente convention, la collectivité est identifiée par les éléments suivants :

Numéro SIREN : 200 078 236 ;

Nom : AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE GARD ;

Nature : Etablissement Public Administratif local ;

Code Nature de l'émetteur : 7379 ;

Arrondissement de la « collectivité » : Nîmes

## 3) PARTENAIRES DU MINISTERE DE L'INTERIEUR

### 3.1. L'opérateur de transmission et son dispositif

**Article 2.** Pour recourir à la transmission électronique, la collectivité s'engage à utiliser le dispositif suivant : FAST-ACTES. Celui-ci a fait l'objet d'une homologation le 15 mars 2006 par le ministère de l'Intérieur.

La société DOCAPOST FAST 120/122 rue Réaumur 75002 PARIS, chargée de l'exploitation du dispositif homologué le 15 mars 2006, désignée ci-après « opérateur de transmission » est chargée de la transmission électronique des actes de la collectivité, en vertu d'un marché signé le 19 juin 2023 pour une durée de 12 mois.

## 4) IDENTIFICATION DE LA COLLECTIVITE

**Article 3.** Afin de pouvoir être dûment identifiée ou, à défaut, pour pouvoir identifier les personnes chargées de la transmission, la collectivité s'engage à faire l'acquisition et à utiliser des certificats d'authentification conformément aux dispositions du cahier des charges de la transmission prévu à l'article 1er de l'arrêté du 26 octobre 2005 susvisé.

## 5) ENGAGEMENTS SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE

### 5.1. Clauses nationales

#### 5.1.1. Organisation des échanges

**Article 4.** La collectivité s'engage à transmettre au représentant de l'État les actes mentionnés à l'article L.2131-2 du CGCT et les actes demandés par ce dernier en vertu des dispositions de l'article L2131-3 du CGCT.

Un accusé de réception électronique est délivré automatiquement pour chaque acte. Il atteste de la réception de ces derniers par le représentant de l'État.

**Article 5.** La collectivité s'engage à transmettre, dans la mesure de ses facultés, les actes sous forme électronique au format natif. Si cela est impossible, elle peut transmettre ces actes numérisés.

La transmission concurrente d'un acte sous forme papier et sous forme électronique est interdite.

Dans l'hypothèse d'une impossibilité technique de transmettre un acte par voie électronique, la collectivité peut le transmettre sur support papier ou par tout autre moyen préalablement accepté par le représentant de l'État.

#### 5.1.2. Signature

**Article 6.** La collectivité s'engage à ne faire parvenir par voie électronique que des actes existant juridiquement dont elle est en mesure de produire un exemplaire original signé, de façon manuscrite ou électronique.

Elle mentionne sur les actes transmis par voie électronique le prénom, le nom et la qualité du signataire.

**Article 7.** La collectivité s'engage à ne pas scanner des actes à seule fin d'y faire figurer la reproduction de la signature manuscrite du signataire, la valeur d'une signature manuscrite numérisée étant quasi nulle.

**Article 8.** Lorsque cela est possible, la collectivité transmet des actes signés électroniquement dans les conditions prévues à l'article L. 212-3 du code des relations entre le public et l'administration.

#### 5.1.3. Confidentialité

**Article 9.** La collectivité ne peut diffuser les informations fournies par les équipes techniques du ministère de l'Intérieur permettant la connexion du dispositif à ses serveurs pour le dépôt des actes autres que celles rendues publiques par les services de l'État.

Ces informations doivent être conservées et stockées de façon à ce qu'elles soient protégées d'actions malveillantes.

**Article 10.** La collectivité s'assure que les intermédiaires techniques impliqués dans ses échanges avec les services préfectoraux respectent également les règles de confidentialité et qu'ils ne sous-traitent pas indûment certaines de leurs obligations à un autre opérateur.

#### 5.1.4. Interruptions programmées du service

**Article 11.** L'accès électronique à l'infrastructure technique du ministère de l'Intérieur pourra être interrompu une demi-journée par mois en heures ouvrables. Le représentant de l'État s'engage à ce que l'équipe technique du ministère de l'Intérieur avertisse les « services supports » des opérateurs de transmission des collectivités trois jours ouvrés à l'avance.

En cas d'interruption de l'accès à l'infrastructure technique pour cause de maintenance, il appartient à la collectivité d'attendre le rétablissement du service pour transmettre ses actes par voie électronique.

#### 5.1.5. Suspension et interruption de la transmission électronique [collectivités non soumises à l'obligation de transmission par voie électronique en application de la loi NOTRe]

**Article 12.** Sous réserve des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, les parties peuvent suspendre l'application de la présente convention à tout moment.

Le cas échéant, la décision est notifiée par écrit à l'autre partie. Cette notification doit intervenir au moins un mois



Convention  
entre Madame la préfète du Gard  
et l'Agence Technique Départementale du Gard  
pour la transmission électronique des actes au  
représentant de l'État

avant la prise d'effet de la décision.

À compter de cette date, les actes concernés et autres informations y afférents sont échangés dans les conditions de droit commun.

La collectivité peut demander au représentant de l'État l'autorisation de mettre fin à la suspension. La demande doit être formulée par écrit et préciser la date à laquelle la collectivité souhaite utiliser à nouveau la transmission électronique. Le représentant de l'État s'engage à accuser réception de cette demande et à indiquer à la collectivité la date à compter de laquelle les envois dématérialisés sont à nouveau acceptés.

En cas d'absence de volonté exprimée de reprise des relations contractuelles dans le cadre de la présente convention à l'issue d'une année franche à compter de leur suspension, la convention devient caduque.

### 5.1.6. Preuve des échanges

**Article 13.** Les parties à la présente convention s'engagent à reconnaître la validité juridique des échanges électroniques intervenant dans le cadre du contrôle de légalité.

Les accusés de réception délivrés par les infrastructures techniques du ministère de l'Intérieur et de l'opérateur de transmission attestent de la réception des échanges intervenus dans les procédures du contrôle de légalité et du contrôle administratif.

## 5.2. Clauses locales

### 5.2.1. Classification des actes par matières

**Article 14.** La collectivité s'engage à respecter la nomenclature des actes en vigueur dans le département, prévoyant la classification des actes par matières, utilisée dans le contrôle de légalité dématérialisé et à ne pas volontairement transmettre un acte dans une classification inadaptée.

La classification des actes en vigueur dans le département et annexée à la présente convention comprend trois niveaux.

La classification nationale, constituée de deux niveaux et précisée dans le cahier des charges précité, est utilisée dans le cadre de la présente convention.

### 5.2.2. Support mutuel

**Article 15.** Dans l'exécution de la présente convention, les parties ont une obligation d'information mutuelle.

## 5.3. Clauses relatives à la transmission électronique des documents budgétaires sur l'application Actes budgétaires

### 5.3.1. Transmission des documents budgétaires de l'exercice en cours

**Article 16.** La transmission des documents budgétaires doit porter sur l'exercice budgétaire complet.

**Article 17.** Le flux qui assure la transmission de l'acte budgétaire comporte, dans la même enveloppe, le document budgétaire ainsi que la délibération qui l'approuve.

**Article 18.** Le document budgétaire est transmis sous la forme d'un seul et même fichier dématérialisé au format XML conformément aux prescriptions contenues dans le cahier des charges mentionné à l'article 1er de l'arrêté du 26 octobre 2005 susvisé.

La dématérialisation des budgets porte à la fois sur le budget principal et sur les budgets annexes.

À partir de la transmission électronique du budget primitif, tous les autres documents budgétaires de l'exercice doivent être transmis par voie électronique.

**Article 19.** Le flux XML contenant le document budgétaire doit avoir été scellé par l'application TotEM ou par tout autre progiciel financier permettant de sceller le document budgétaire transmis.

### **5.3.2. Documents budgétaires concernés par la transmission électronique**

**Article 20.** La transmission électronique des documents budgétaires concerne l'intégralité des documents budgétaires de l'ordonnateur.

## **6) VALIDITE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION**

### **6.1. Durée de validité de la convention**

**Article 21.** La présente convention prend effet le [jour] [mois] [année] et a une durée de validité d'un an, soit jusqu'au [jour] [mois] [année].

La présente convention est reconduite d'année en année, par reconduction tacite.

### **6.2. Modification de la convention**

**Article 22.** Entre deux échéances de reconduction de la convention, certaines de ses clauses peuvent être modifiées par avenants.

**Article 23.** Dans l'hypothèse où les modifications apportées au cahier des charges de la transmission des actes auraient une incidence sur le contenu de la convention, celle-ci doit être révisée sur la base d'une concertation entre le représentant de l'État et la collectivité avant même l'échéance de la convention.

### **6.3. Résiliation de la convention [collectivités non soumises à l'obligation de transmission par voie électronique en application de la loi NOTRe]**

**Article 24.** Sous réserve des dispositions de la loi du 7 août 2015 susvisée, la collectivité peut résilier la présente convention à tout moment.

Le cas échéant, la décision est notifiée par écrit au représentant de l'État. Cette notification doit intervenir au moins trois jours avant la prise d'effet de la décision.

À compter de cette date, les actes concernés et autres informations y afférents sont échangés dans les conditions de droit commun.

Fait à Nîmes,

et à Nîmes,

Le [jour] [mois] [année],  
En deux exemplaires originaux.

LE PREFET,

LE [REPRESENTANT LEGAL  
DE LA « COLLECTIVITE »]

**NOMENCLATURE « ACTES »**

| <u>Niveau 1 :<br/>Matière</u> | <u>Niveau 2 et 3 :<br/>Sous-matière</u>                      | <u>CODE</u> |
|-------------------------------|--------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>COMMANDE PUBLIQUE</b>      |                                                              | <b>1</b>    |
|                               | Marchés publics                                              | 1.1         |
|                               |                                                              |             |
|                               | Délégations de service public                                | 1.2         |
|                               |                                                              |             |
|                               | Conventions de mandat                                        | 1.3         |
|                               |                                                              |             |
|                               | Autres contrats                                              | 1.4         |
|                               |                                                              |             |
|                               | Transactions (protocole d'accord transactionnel)             | 1.5         |
|                               |                                                              |             |
|                               | Actes relatifs à la maîtrise d'œuvre (hors actes suscités)   | 1.6         |
|                               |                                                              |             |
|                               | Actes spéciaux et divers                                     | 1.7         |
|                               |                                                              |             |
| <b>URBANISME</b>              |                                                              | <b>2</b>    |
|                               |                                                              |             |
|                               | Documents d'urbanisme                                        | 2.1         |
|                               |                                                              |             |
|                               | Actes relatifs au droit d'occupation ou utilisation des sols | 2.2         |
|                               |                                                              |             |
|                               | Droit de préemption urbain                                   | 2.3         |
|                               |                                                              |             |
| <b>DOMAINE ET PATRIMOINE</b>  |                                                              | <b>3</b>    |
|                               | Acquisitions                                                 | 3.1         |
|                               |                                                              |             |
|                               | Aliénations                                                  | 3.2         |
|                               |                                                              |             |
|                               | Locations                                                    | 3.3         |
|                               |                                                              |             |
|                               | Limites territoriales                                        | 3.4         |
|                               |                                                              |             |
|                               | Actes de gestion du domaine public                           | 3.5         |
|                               |                                                              |             |
|                               | Actes de gestion du domaine privé                            | 3.6         |
|                               |                                                              |             |
| <b>FONCTION PUBLIQUE</b>      |                                                              | <b>4</b>    |
|                               | Personnels titulaires et stagiaires de la F.P.T.             | 4.1         |



|                                                             |                                                                |       |
|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|-------|
|                                                             |                                                                |       |
|                                                             | Personnels contractuels                                        | 4.2   |
|                                                             |                                                                |       |
|                                                             | Fonction publique hospitalière                                 | 4.3   |
|                                                             |                                                                |       |
|                                                             | Autres catégories de personnels                                | 4.4   |
|                                                             |                                                                |       |
|                                                             | Régime indemnitaire                                            | 4.5   |
|                                                             |                                                                |       |
| <b>INSTITUTIONS<br/>ET VIE<br/>POLITIQUE</b>                |                                                                | 5     |
|                                                             | Election exécutif                                              | 5.1   |
|                                                             |                                                                |       |
|                                                             | Fonctionnement des assemblées                                  | 5.2   |
|                                                             |                                                                |       |
|                                                             | Désignation des représentants                                  | 5.3   |
|                                                             |                                                                |       |
|                                                             | Délégations de fonctions                                       | 5.4   |
|                                                             |                                                                |       |
|                                                             | Délégations de signature                                       | 5.5   |
|                                                             |                                                                |       |
|                                                             | Exercice des mandats locaux                                    | 5.6   |
|                                                             |                                                                |       |
|                                                             | Intercommunalité                                               | 5.7   |
|                                                             |                                                                |       |
|                                                             | Décision d'ester en justice                                    | 5.8   |
|                                                             |                                                                |       |
| <b>LIBERTES<br/>PUBLIQUES ET<br/>POUVOIRS DE<br/>POLICE</b> |                                                                | 6     |
|                                                             | Police du maire sauf débits de boissons                        | 6.1.1 |
|                                                             |                                                                |       |
|                                                             | Débits de boissons                                             | 6.1.2 |
|                                                             |                                                                |       |
|                                                             | Pouvoirs du président du conseil général                       | 6.2   |
|                                                             |                                                                |       |
|                                                             | Pouvoirs du président du conseil régional                      | 6.3   |
|                                                             |                                                                |       |
|                                                             | Actes réglementaires des EPCI                                  | 6.4.1 |
|                                                             |                                                                |       |
|                                                             | Actes pris au nom de l'Etat et soumis au contrôle hiérarchique | 6.5   |
|                                                             |                                                                |       |
| <b>FINANCES<br/>LOCALES</b>                                 |                                                                | 7     |
|                                                             | Décisions budgétaires (BP, DM, CA...)                          | 7.1   |
|                                                             | Fiscalité                                                      | 7.2   |



|                                                   |                                                       |             |
|---------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|-------------|
|                                                   |                                                       |             |
|                                                   | <b>Emprunts</b>                                       | <b>7.3</b>  |
|                                                   |                                                       |             |
|                                                   | <b>Interventions économiques</b>                      | <b>7.4</b>  |
|                                                   |                                                       |             |
|                                                   | <b>Subventions</b>                                    | <b>7.5</b>  |
|                                                   |                                                       |             |
|                                                   | <b>Contributions directes</b>                         | <b>7.6</b>  |
|                                                   |                                                       |             |
|                                                   | <b>Avances</b>                                        | <b>7.7</b>  |
|                                                   |                                                       |             |
|                                                   | <b>Fonds de concours</b>                              | <b>7.8</b>  |
|                                                   |                                                       |             |
|                                                   | <b>Prise de participation (SEM, etc....)</b>          | <b>7.9</b>  |
|                                                   |                                                       |             |
|                                                   | <b>Divers</b>                                         | <b>7.10</b> |
|                                                   |                                                       |             |
| <b>DOMAINES DE<br/>COMPETENCES<br/>PAR THEMES</b> |                                                       | <b>8</b>    |
|                                                   | <b>Enseignement</b>                                   | <b>8.1</b>  |
|                                                   |                                                       |             |
|                                                   | <b>Aide sociale</b>                                   | <b>8.2</b>  |
|                                                   |                                                       |             |
|                                                   | <b>Voirie</b>                                         | <b>8.3</b>  |
|                                                   |                                                       |             |
|                                                   | <b>Aménagement du territoire</b>                      | <b>8.4</b>  |
|                                                   |                                                       |             |
|                                                   | <b>Politique de la ville, habitat, logement</b>       | <b>8.5</b>  |
|                                                   |                                                       |             |
|                                                   | <b>Emploi, formation professionnelle</b>              | <b>8.6</b>  |
|                                                   |                                                       |             |
|                                                   | <b>Transports</b>                                     | <b>8.7</b>  |
|                                                   |                                                       |             |
|                                                   | <b>Environnement</b>                                  | <b>8.8</b>  |
|                                                   |                                                       |             |
|                                                   | <b>Culture</b>                                        | <b>8.9</b>  |
|                                                   |                                                       |             |
|                                                   |                                                       |             |
| <b>AUTRES<br/>DOMAINES DE<br/>COMPETENCES</b>     |                                                       | <b>9</b>    |
|                                                   | <b>Autres domaines de compétence des communes</b>     | <b>9.1</b>  |
|                                                   |                                                       |             |
|                                                   | <b>Autres domaines de compétence des départements</b> | <b>9.2</b>  |
|                                                   |                                                       |             |
|                                                   | <b>Autres domaines de compétence des régions</b>      | <b>9.3</b>  |
|                                                   |                                                       |             |
|                                                   | <b>Vœux et motions</b>                                | <b>9.4</b>  |

